

Washington ne fournit pas de données sur les migrants expulsés des États-Unis vers le Salvador



La Havane, 21 mars, (RHC)- Au milieu de fortes critiques et de doutes, le gouvernement de Donald Trump continue aujourd'hui à ne pas fournir d'informations sur l'identité ou les preuves contre des centaines de migrants expulsés des États-Unis.

Le cas le plus médiatisé en ce moment est l'envoi sur deux vols vers le Salvador de 261 immigrants - selon des chiffres déjà confirmés - pour la plupart des Vénézuéliens accusés sans preuves d'appartenir au gang criminel Train d'Aragua.

L'expulsion du groupe a été effectuée en vertu de la loi de l'ennemi étranger, datant de 1798 après une proclamation présidentielle de Trump.

La loi étasunienne prévoit que la mesure est applicable uniquement en temps de guerre.

Trump a tenté de justifier le recours à cette loi par le fait que, selon lui, les États-Unis étaient envahis par des criminels, des gangsters et tout ce qu'il y a de pire à la frontière méridionale.

Le juge James Boasberg a bloqué cet ordre, déclenchant la colère de Trump. Incapable d'obtenir les réponses qu'il exigeait de l'administration sur ces vols, il a donné une nouvelle date butoir.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/379232-washington-ne-fournit-pas-de-donnees-sur-les-migrants-expulsees-des-etats-unis-vers-le-salvador>



Radio Habana Cuba